

Le géant de l'assurance AXA est exhorté à mettre fin à son soutien en faveur des crimes de guerre israéliens

Ali Abunimah – [The Electronic Intifada](#) – 31 juillet 2017

Soixante-dix organisations, partis politiques et syndicats exhortent le géant des assurances aux origines françaises AXA à mettre fin à son soutien à l'occupation, au colonialisme et à l'apartheid israéliens.

Ils affirment qu'AXA doit se désinvestir des trois banques israéliennes – Hapoalim, Leumi et Mizrahi Tefahot – impliquées dans la construction des colonies de peuplement illégales d'Israël sur la terre palestinienne occupée.

Les groupes indiquent également que par le biais de sa filiale AB, AXA détient des parts chez le fabricant d'armes israélien Elbit.

Dans [une déclaration ce vendredi](#), ces groupes de la société civile soulignent que des campagnes populaires ont contraint plusieurs grandes sociétés, dont Veolia et Orange, à cesser leur participation dans la colonisation israélienne.

La complicité des banques israéliennes a déjà conduit plusieurs grandes institutions financières à travers le monde à se désinvestir des banques israéliennes ou de les exclure de leurs portefeuilles.

Des banques capitales pour l'occupation

Cinq grandes banques israéliennes, dont les trois dans lesquelles AXA a investi, sont fortement impliquées dans la

colonisation illégale de la Cisjordanie occupée par Israël.

Selon le groupe de recherche *Who Profits*, « les banques israéliennes fournissent l'infrastructure financière pour toutes les activités des entreprises, agences gouvernementales et personnes liées à l'occupation continue de la terre palestinienne ».

En janvier 2016, *Human Rights Watch* a mis en avant le rôle des banques israéliennes dans l'activité de colonisation – un crime de guerre en vertu du droit international.

Human Rights Watch a déclaré que les banques israéliennes « aident les colonies illégales en Cisjordanie à fonctionner comme des marchés immobiliers viables, permettant ainsi au gouvernement d'y transférer des colons ».

Ce groupe, basé à New York, a aussi exhorté toutes les entreprises à mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem.

« Les entreprises coloniales contribuent inévitablement à la politique israélienne qui dépossède et discrimine gravement les Palestiniens, tout en tirant profit du vol par Israël de la terre et des autres ressources palestiniennes », soutient Arvind Ganesan, directeur de la division commerciale et des droits de l'homme d'*Human Rights Watch*.

En mars, des organisations de défense des droits de l'homme, françaises et palestiniennes, ont publié un rapport révélant que, comme AXA, plusieurs autres institutions financières françaises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE – détenaient aussi des parts dans des banques israéliennes.

Ces organisations des droits de l'homme tiennent l'État français – qui réglemente ces institutions financières – responsable pour les laisser soutenir la colonisation

israélienne. « *Le gouvernement français doit exercer des pressions sur ces banques et compagnies d'assurances afin qu'elles cessent l'ensemble de leur soutien* », ont déclaré ces organisations.

« Une coquille vide »

De grandes compagnies d'assurances ont déjà été accusées de complicité dans de graves crimes contre l'humanité. AXA est l'un des grands assureurs européens à avoir conclu un accord avec le Congrès juif mondial, il y a près de 20 ans, pour payer les polices d'assurances des victimes de l'Holocauste nazi.

Le Congrès juif mondial a présenté cet accord comme une victoire pour les « *survivants de l'Holocauste et de la cause de la justice* ».

AXA, qui opère dans des dizaines de pays et compte plus de 100 millions de clients, a approuvé le Pacte mondial des Nations-Unies pour un développement durable, et s'est engagée « *à intégrer les 10 principes universels des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption* » dans sa politique de responsabilité sociale et environnementale.

Ces principes incluent la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« *L'engagement d'AXA à respecter ces dix principes du Pacte mondial des Nations-Unies restera une coquille vide tant qu'AXA continuera de tirer profit de l'oppression du peuple palestinien et de l'occupation continue des terres palestiniennes* » déclarent les 70 organisations de la société civile.

Source : <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/-insurance-giant-axa-urged-end-support-israeli-war-crimes>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE